

AVIS DE RECRUTEMENT :
CHERCHONS D'URGENCE
MINISTRES RESPONSABLES
EN VUE PRISE DE DECISION DE BON SENS.

Mais de tout cela, le gouvernement wallon ne s'en soucie guère. Depuis 2004, il a systématiquement déblayé le terrain pour faciliter la mise en œuvre d'un projet de plus en plus injustifiable après chaque mois qui passe, et il s'est démené pour :

- faire reconnaître une (soi-disant) utilité européenne à la liaison CHB (2004),
- éviter la révision nécessaire du plan de secteur (décret RESA 2005),
- réaliser à grands frais l'étude d'avant-projet (2005-2006) et l'étude d'incidences sur l'environnement (2006-2007),
- adopter sans broncher un budget porté en 1 an de 180 millions (2006) à 400 millions (2007),
- remettre le projet à la SOFICO sans appel d'offre (2007),
- sans oublier, à travers de larges « compensations », de donner le ton aux communes naguère majoritairement réticentes (3 sur 4 étaient contre le projet, bourgmestres en tête, en 1986).

Pourquoi un tel empressement de la part du gouvernement wallon pour ce projet sans intérêt stratégique pour la région liégeoise et encore moins pour la région wallonne ?

Certains parlent d'agendas cachés. Les uns (dont nous sommes) rappellent que des études officielles, dont les conclusions ont été adoptées par le Conseil communal de Liège, prévoient d'ores et déjà de boucler le « ring » autour de Liège par une liaison autoroutière entre Tilff et Sclessin/Seraing, via Bonnelles, avec ou sans expropriation du Standard à reloger à Ans ou à Soumagne (aux frais du contribuable). D'autres pensent même au développement de jeux de hasard thermalistes (dont on connaît aujourd'hui la rentabilité pour le moins aléatoire). La pétition liégeoise « Oui au tram ! Non à l'autoroute ! » donne, quant à elle, à réfléchir sur les vraies attentes des citoyens !

Sous quelque angle qu'on l'analyse, la liaison CHB est une fuite en avant, un pas en plus en direction du mur. Et pour quoi ? Elle favorisera un accroissement supplémentaire du trafic automobile et dépeuplera un peu plus vite le centre de Liège. Exactement le contraire de ce que réclame une saine gouvernance.

Quoi qu'on ait pu lire ou entendre à ce sujet, une simple lecture des quelque 1 500 lettres citoyennes de réclamation, déposées dans le cadre de l'enquête publique, montre que la très grande majorité des réclamants ont exprimé un refus de la liaison CHB, légitimement relayé par leurs représentants dans les réunions de concertation.

Les demandes de moratoire faites au gouvernement wallon trouvent leur légitimité dans l'intérêt général, au nom duquel un point de l'accord de gouvernement de 2004 doit pouvoir être modifié à tout moment, s'il apparaît que des éléments nouveaux sont de nature à remettre en cause la pertinence des choix politiques.

Le Groupement CHB invite donc TOUS les ministres responsables du Gouvernement wallon à œuvrer d'urgence à la révision de la position du gouvernement sur la liaison CHB. Il les invite aussi à postposer toute décision (MORATOIRE) dans l'attente d'une étude globale examinant TOUS les aspects du problème, au lieu de le saucissonner de manière telle qu'à l'heure actuelle il n'existe encore et toujours aucune étude publique, transversale et globale, à charge et à décharge, transparente et contradictoire, prenant en compte les développements les plus récents, qui justifie objectivement la réalisation de CHB.